

Si les juristes ne peuvent pas remédier à cette situation en s'imposant une autodiscipline, alors nous devons le faire par une mesure législative. Dans les deux cas, le système judiciaire canadien doit protéger les victimes et les témoins et ne pas les exposer à une forme de procès bien pire à bien des égards que celui auquel est soumis l'accusé.

* * *

LES PÊCHES

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'INDEMNISER LES PRODUCTEURS ET LES EXPÉDITEURS D'HUÎTRES ET DE PALOURDES

M. George Henderson (Egmont): Monsieur le Président, les députés se souviendront de l'énorme cafouillage qui a entouré la façon dont le gouvernement fédéral a traité l'affaire des moules toxiques. Cette mauvaise gestion de l'affaire a atteint son paroxysme le 11 décembre 1987, et je cite un communiqué de ce jour-là: «le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, M. Epp, et le ministre des Pêches et des Océans, M. Siddon, ont annoncé aujourd'hui une mise en garde concernant tous les mollusques de la région atlantique». Imaginez le chaos et la confusion que cela a pu créer.

La protection de la santé et de la sécurité des Canadiens est primordiale, mais le gouvernement fédéral doit reconnaître que la façon dont il a procédé n'a fait qu'aggraver une situation déjà mauvaise. Ainsi, le gouvernement fédéral a ordonné que les huîtres et les palourdes déjà récoltées et en route vers les marchés soit détruites. Les producteurs et expéditeurs attendent toujours une indemnisation pour leurs produits, qui étaient parfaitement sains. On n'a pas pu trouver la moindre trace de toxine, que ce soit sur place, avant la récolte, ou dans les lots déjà expédiés.

Je prie les ministres responsables d'approuver dès que possible les fonds d'indemnisation.

* * *

[Français]

LE NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE

CONSIDÉRATIONS SUR UN NÉO-DÉMOCRATE

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, que le chef socialiste se prononce contre les sous-marins à propulsion nucléaire, rejoignant de cette façon la position du chef libéral, c'est un choix politique qu'ils font.

Que l'ambassadeur du Canada aux Nations Unies, ex-chef socialiste de l'Ontario, endosse à 100 pour 100 son ancien et futur «boss», ça, c'est différent.

Qu'un député soit élu ou nommé, il fait et fera toujours fi de sa probité professionnelle. Un tenant du NPD, ça prend les honneurs, ça prend l'argent, ça prend les avantages, ça prend la tribune, mais ça ne change jamais de philosophie.

Questions orales

Quand tu fais affaires avec un tenant NPD, n'oublies jamais le vieil adage français: «Donne à manger à un cochon, il va faire sur ton perron.»

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

LE PROJET D'ACHETER DES SOUS-MARINS NUCLÉAIRES

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Au cours des deux ou trois derniers jours, nous avons vu l'ambassadeur du Canada aux Nations Unies faire des déclarations tout à fait contraires à la politique du gouvernement dans le domaine du désarmement nucléaire, de l'aide à l'étranger et de la défense. Nous avons vu le ministre du Commerce extérieur contredire le secrétaire d'État aux Affaires extérieures au sujet de ce qu'il convient de faire à l'égard de notre ambassadeur à l'ONU. Nous avons vu le ministre des Finances contredire le ministre de la Défense sur le prix de ce coûteux projet. Les ministres de la Couronne nous ont servi toute une série de déclarations contradictoires au sujet de ce programme de défense ridicule proposé par le gouvernement.

Dans ces conditions, n'est-il pas temps que le premier ministre assume ses responsabilités et demande la révision d'un programme qui non seulement menace de vider les coffres de la Défense, mais qui compromet l'engagement du Canada envers la non-prolifération, la vérification et le désarmement nucléaire?

N'est-il pas temps que le premier ministre vienne mettre un peu d'ordre dans cet épouvantable gâchis?

● (1420)

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, fidèle à son habitude, dans ses allégations, le député de Winnipeg—Fort Garry se trompe sur toute la ligne.

Comme politique de défense idiote et ridicule, rien ne surpasse les pratiques de l'ancien gouvernement libéral du Canada qui n'a respecté ni les engagements pris auprès de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, ni les principes de liberté qui devraient sous-tendre l'idéologie de notre pays.

Des voix: Bravo!

LA POSITION DU MINISTRE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, comme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tente de réparer les dégâts causés par les déclarations faites par son propre représentant officiel, l'ambassadeur aux Nations Unies, qui relève de lui et qui a contredit les déclarations et les politiques formulées par le ministre lui-même, je voudrais lui poser une question précise.